

Statistiques sur le salaire minimum

Données extraites en février 2018. Données plus récentes: Informations supplémentaires Eurostat, Principaux tableaux et Base de données . Mise à jour prévue de l'article: mai 2019.

Le présent article montre que les niveaux de [salaire minimum](#) varient considérablement selon les États membres de l' [Union européenne \(UE\)](#) . Il fournit en outre une comparaison avec la situation dans les [pays candidats](#) et aux États-Unis.

Les statistiques sur le salaire minimum publiées par [Eurostat](#) portent sur les salaires minimums nationaux. Le salaire minimum national s'applique généralement à l'ensemble des salariés du pays ou, du moins, à une grande majorité d'entre eux. Il est fixé par voie législative, souvent après consultation des partenaires sociaux, ou directement par accord intersectoriel national.

Le montant des salaires minimums mensuels est généralement indiqué en valeurs brutes, c'est-à-dire avant déduction de l'impôt sur le revenu et des [cotisations sociales](#) à charge du salarié. Ces déductions varient d'un pays à l'autre. Les salaires minimums nationaux sont publiés par Eurostat tous les six mois. Ils reflètent la situation à la date du 1er janvier et du 1er juillet de chaque année. Par conséquent, les modifications apportées aux salaires minimums entre ces deux dates n'apparaissent que lors de la [publication](#) semestrielle suivante.

Principaux résultats statistiques

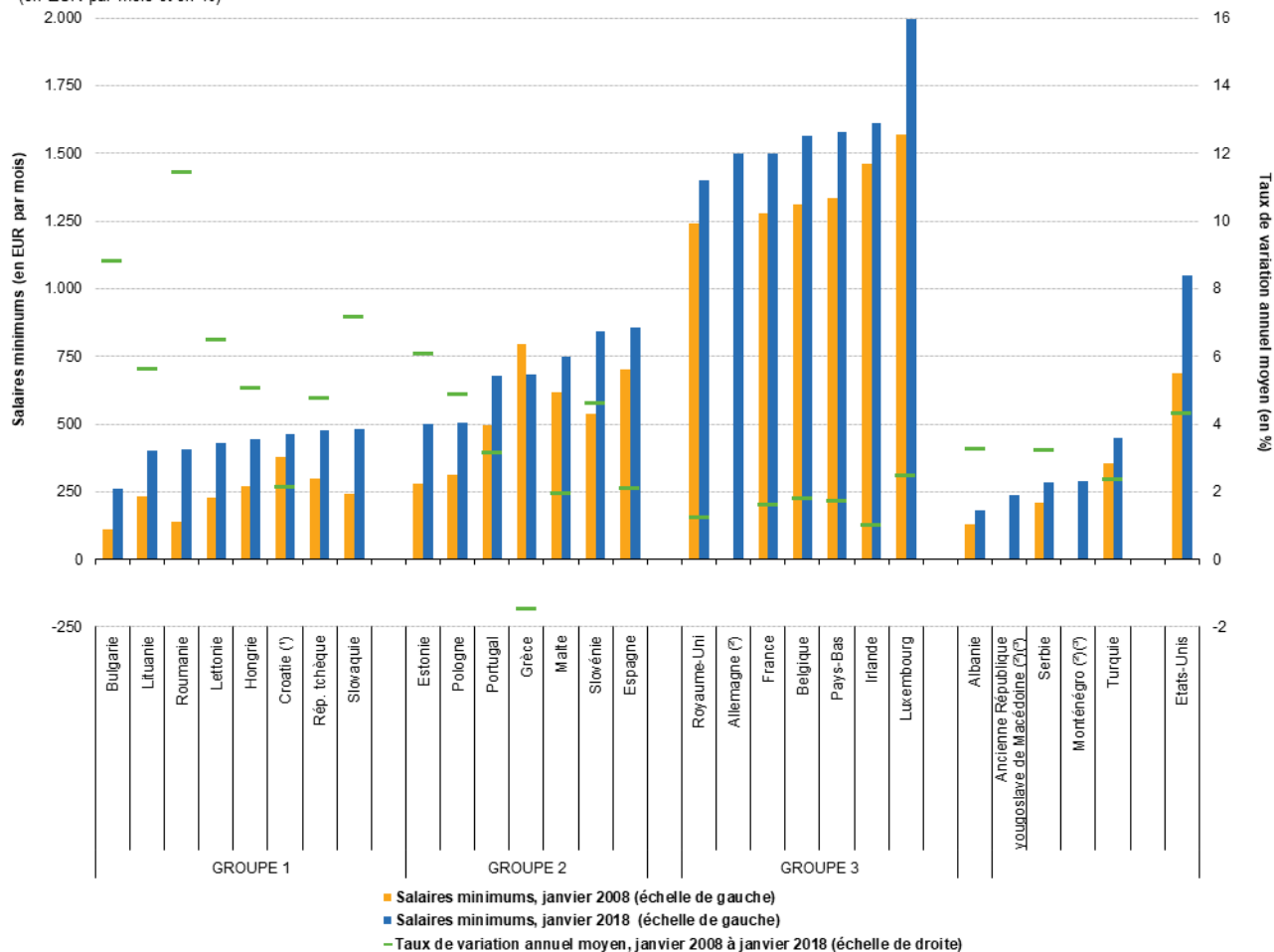
Variation du salaire minimum national

Les salaires minimums dans les États membres de l'Union variaient entre 261 euros et 1 999 euros par mois en janvier 2018

En janvier 2018, 22 des 28 États membres de l'Union (le Danemark, l'Italie, Chypre, l'Autriche, la Finlande et la Suède étaient les exceptions) avaient fixé un salaire minimum national, tout comme l'ensemble des pays candidats (le Monténégro, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Albanie, la Serbie et la Turquie). Au 1er janvier 2018, le niveau du salaire mensuel minimum variait considérablement d'un État membre à l'autre, de 261 euros en Bulgarie à 1 999 euros au Luxembourg (voir le graphique 1).

Salaires minimums, janvier 2008 et janvier 2018

(en EUR par mois et en %)



Remarque: Danemark, Italie, Chypre, Autriche, Finlande et Suède, pas de salaire minimum national.

(*) Janvier 2008 au lieu de janvier 2008.

(*) Janvier 2008 et évolution: non disponible.

(*) Janvier 2017 au lieu de janvier 2018.

Source: Eurostat (code des données en ligne: earn_mw_cur)

eurostat

Graphique 1: Salaires minimums, janvier 2008 et janvier 2018(en EUR par mois et en %)Source: Eurostat (earn_mw_cur)

En comparaison avec les données de janvier 2008, le salaire minimum (exprimé en euros) était plus élevé en janvier 2018 dans tous les États membres de l'UE ayant fixé un tel salaire, sauf en Grèce, où il a baissé de 14 % (cumulé en dix ans, taux moyen annuel de -1,5 %). Entre janvier 2008 et janvier 2018, le taux de variation annuel moyen des salaires minimums était le plus élevé en Roumanie (11,4 %) et en Bulgarie (8,8 %). En outre, des hausses considérables ont également été enregistrées en Slovaquie (7,1 %) ainsi que dans les trois États baltes, à savoir la Lettonie (6,5 %), l'Estonie (6,0 %) et la Lituanie (5,6 %).

Sur la base des salaires minimums bruts mensuels exprimés en euros, les États membres de l'Union sur lesquels porte cette collecte de données peuvent être répartis en trois groupes distincts; les pays tiers sont indiqués sur le graphique 1 en tant que groupe distinct.

- **Le groupe 1**, qui comprend les pays dont le salaire minimum national était **inférieur à 500 euros par mois** en janvier 2018. Il s'agit des États membres de l'Union suivants: la Bulgarie, la Lituanie, la Roumanie, la Lettonie, la Hongrie, la Croatie, la République tchèque et la Slovaquie. Dans ces pays, le salaire minimum national était compris entre 261 euros en Bulgarie et 480 euros en Slovaquie.
- **Le groupe 2**, qui comprend les pays dont le salaire minimum national atteignait **au moins 500 euros mais était inférieur à 1 000 euros par mois** en janvier 2018. Il s'agit des États membres de l'Union

suivants: l'Estonie, la Pologne, le Portugal, la Grèce, Malte, la Slovénie et l'Espagne. Dans ces pays, le salaire minimum national était compris entre 500 euros en Estonie et 859 euros en Espagne.

- **Le groupe 3** », qui comprend les pays dont le salaire minimum national atteignait au moins **1 000 euros par mois** en janvier 2018. Il s'agit des États membres de l'Union suivants: le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Irlande et le Luxembourg. Dans ces pays, le salaire minimum national allait de 1 401 euros au Royaume-Uni à 1 999 euros au Luxembourg.
- Tous les pays candidats avaient des salaires minimums similaires à ceux du groupe 1, allant de 181 euros en Albanie à 446 euros en Turquie. Aux États-Unis, le salaire minimum (1 048 euros par mois) se situait dans la fourchette du groupe 3.

Pour les États membres de l'Union ne faisant pas partie de la zone euro et qui ont fixé un salaire minimum (la Bulgarie, la République tchèque, la Croatie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et le Royaume-Uni) ainsi que pour les pays candidats et les États-Unis, les niveaux et le classement d'après le salaire minimum exprimé en euros sont influencés par les taux de change utilisés pour convertir la devise nationale en euros.

Salaires minimums exprimés en standards de pouvoir d'achat

L'écart entre les pays en ce qui concerne le niveau de salaire minimum était sensiblement réduit lorsque les écarts de prix étaient pris en considération

Le graphique 2 compare les salaires minimums bruts en tenant compte des écarts de prix entre les pays, grâce à l'application de **parités de pouvoir d'achat (PPA)** aux **dépenses de consommation finale des ménages**). Comme on pouvait s'y attendre, cette correction du niveau des prix réduit les écarts entre pays. Sur la base des salaires minimums bruts mensuels exprimés en SPA, les États membres de l'Union sur lesquels porte cette collecte de données peuvent être répartis en trois groupes distincts; cette fois encore, les pays tiers sont indiqués en tant que groupe distinct sur le graphique 2.

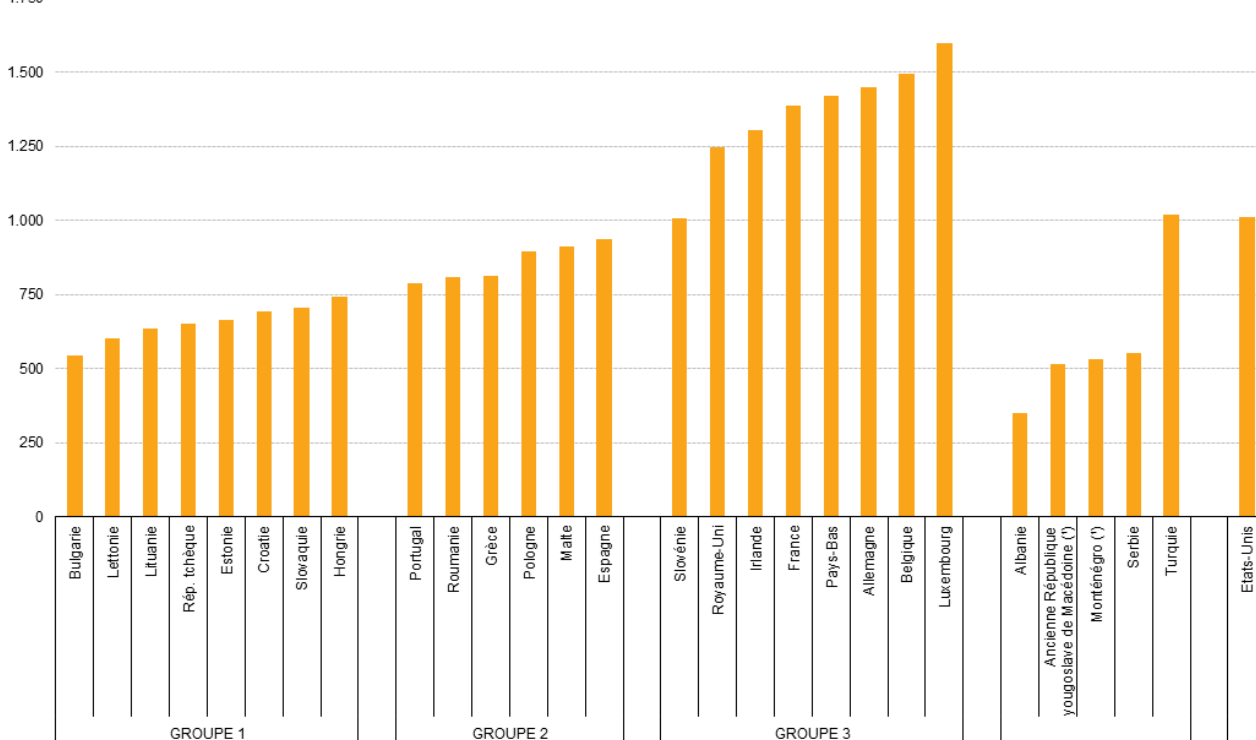
- **Le groupe 1** , qui comprend les pays dont le salaire minimum national était **inférieur à 750 SPA** en janvier 2018. Il s'agit des États membres de l'Union suivants: la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, la République tchèque, l'Estonie, la Croatie, la Slovaquie et la Hongrie. Dans ces pays, le salaire minimum national était compris entre 546 SPA en Bulgarie et 743 SPA en Hongrie.
- **Le groupe 2** , qui comprend les pays dont le salaire minimum national atteignait **au moins 750 SPA mais était inférieur à 1 000 SPA par mois** en janvier 2018. Ce groupe comprenait six États membres, à savoir: le Portugal, la Roumanie, la Grèce, la Pologne, Malte et l'Espagne. Dans ces pays, le salaire minimum national était compris entre 788 SPA au Portugal et 938 SPA en Espagne.
- **Le groupe 3** , qui comprend les pays dont le salaire minimum national atteignait **au moins 1 000 SPA** en janvier 2018. Il s'agit des États membres de l'Union suivants: la Slovénie, le Royaume-Uni, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg. Dans ces pays, le salaire minimum national allait de 1 006 SPA en Slovénie à 1 597 SPA au Luxembourg.
- À l'exception de la Turquie, les quatre autres pays candidats avaient des salaires minimums exprimés en SPA similaires à ceux du groupe 1, allant de 350 SPA en Albanie à 553 euros en Serbie. La Turquie (avec un salaire minimum national de 1 018 SPA) et les États-Unis (1 011 SPA) avaient des salaires minimums exprimés en SPA similaires à ceux du groupe 3.

Les États membres de l'Union du **groupe 1** , qui affichent des salaires minimums relativement faibles en euros, étaient généralement ceux qui présentaient des niveaux de prix plus bas et, par conséquent, des salaires minimums relativement plus élevés lorsqu'ils sont exprimés en **standard de pouvoir d'achat (SPA)** . À l'inverse, les États membres du **groupe 3** , qui affichent des salaires minimums relativement élevés en euros, enregistraient généralement des niveaux de prix plus élevés et, par conséquent, des salaires minimums souvent plus bas lorsqu'ils sont exprimés en SPA. Cet **ajustement** des niveaux de prix gomme partiellement les écarts nets entre les trois groupes d'États membres qui ont été relevés dans le classement des salaires minimums en euros.

Salaires minimums, janvier 2018

(en SPA par mois)

1.750



Remarque: estimations. Danemark, Italie, Chypre, Autriche, Finlande et Suède: pas de salaire minimum national.

(*) Janvier 2017 au lieu de janvier 2018.

Source: Eurostat (code des données en ligne: earn_mw_cur)

eurostat

Graphique 2: Salaires minimums, janvier 2018(en SPA par mois)Source: Eurostat (earn_mw_cur)

Les disparités au niveau du salaire minimum entre les États membres ont diminué, passant d'un rapport de 1:7,7, lorsque le salaire est exprimé en euros (ce qui signifie que le salaire minimum le plus élevé était 7,7 fois supérieur au salaire le plus faible, lorsqu'ils sont exprimés en euros), à un rapport de 1:2,9, lorsqu'il est exprimé en SPA (ce qui signifie que le salaire minimum le plus élevé était 2,9 fois supérieur au salaire le plus faible, lorsqu'ils sont exprimés en SPA).

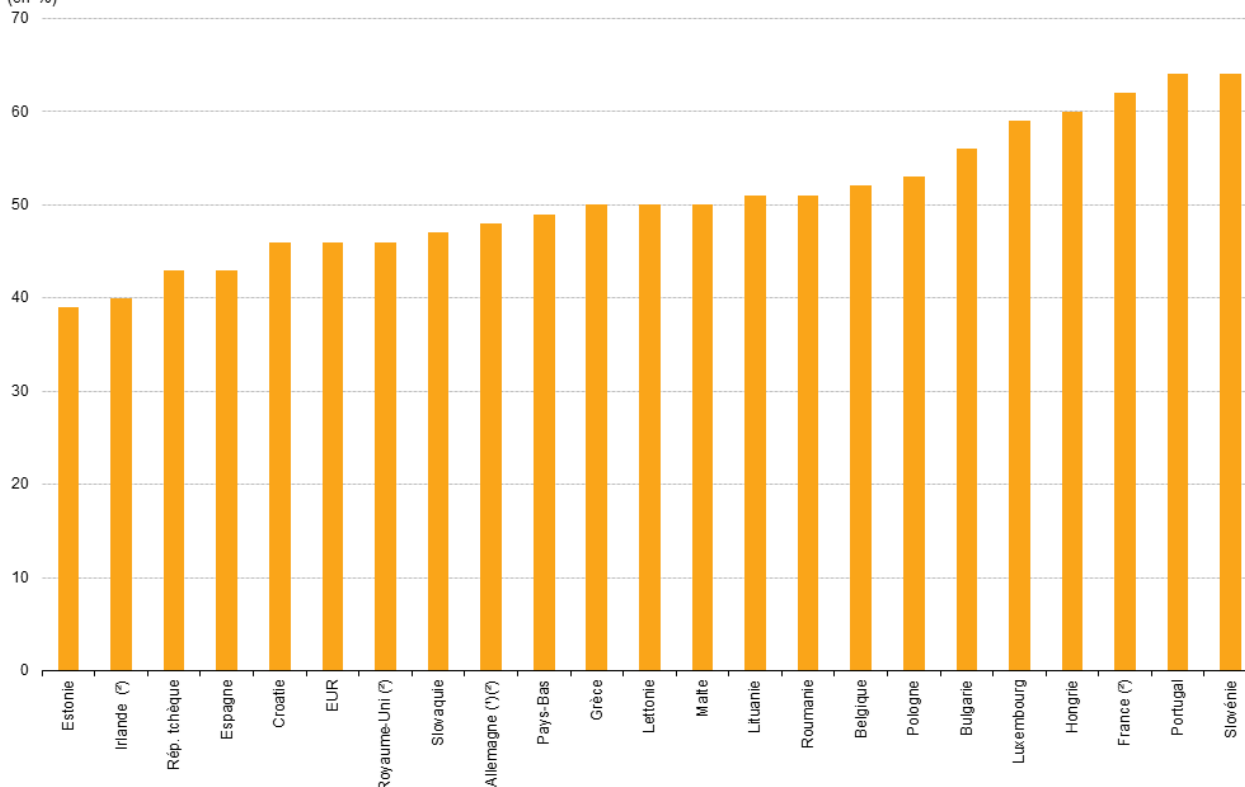
La comparaison du classement des pays selon que les salaires minimums sont exprimés en euros ou en SPA montre que l'ajustement des niveaux de prix modifie le classement des pays, certains gagnant des places et d'autres en perdant: aux fins de cette analyse, les États membres de l'Union et les pays candidats figurant dans les graphiques 1 et 2 ont été regroupés pour établir un classement commun. Parmi les États membres de l'Union, l'Estonie perdait cinq places dans le classement lorsque les résultats étaient exprimés en SPA, la République tchèque et l'Irlande quatre places, le Portugal trois, la Grèce, la Lettonie, la Slovaquie et l'Espagne deux places et la Croatie, Malte et les Pays-Bas une place. À l'inverse, les États membres suivants sont montés dans le classement après prise en compte des différences de niveaux de prix: la Roumanie (progression de sept places), la Hongrie et l'Allemagne (progression de trois places), la Belgique (progression de deux places), la Bulgarie, la Lituanie et la Pologne (progression d'une place). Les quatre autres États membres (la France, la Slovénie et le Royaume-Uni) occupaient la même position dans le classement que leur salaire minimum soit exprimé en euros ou en SPA. Parmi les pays candidats, le Monténégro perdait deux places tandis que la Turquie progressait de dix places et la Serbie d'une. L'Albanie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine maintenaient leur position.

Rapport entre le salaire minimum et le salaire brut médian

Le graphique 3 fournit des informations sur la part du salaire minimum brut national dans le salaire brut médian.

Les salaires minimums nationaux exprimés en euros au 1er juillet 2014 ont été utilisés et divisés par les salaires bruts médians extraits de l'Enquête sur la structure des salaires (ESS 2014). En juillet 2014, le rapport entre le salaire minimum et le salaire médian dans les États membres de l'Union était compris entre 39 % et 64 %. Aux fins de cette analyse, les rémunérations liées aux heures supplémentaires et au travail posté ont été exclues du calcul du salaire mensuel brut médian. En ce qui concerne l'Allemagne, la France, l'Irlande et le Royaume-Uni, dont le salaire minimum est défini sur une base horaire, le rapport a été calculé en proportion du salaire médian horaire. Pour les 18 autres États membres, qui dispose d'un salaire minimum national, ce rapport a été calculé en proportion du salaire mensuel médian.

Salaires minimums en proportion de la valeur médiane des rémunérations mensuelles brutes, 2014
(en %)



Remarque: valeur médiane des rémunérations mensuelles brutes pour les salariés travaillant à temps plein âgés d'au moins 21 ans dans les sections B à S de la NACE Rév. 2, à l'exception de la section O, travaillant dans des entreprises comptant dix salariés ou plus, à l'exclusion des apprentis, des heures supplémentaires et du travail posté. Les données sur les salaires minimums nationaux ont été établies au 1er juillet. Danemark, Italie, Chypre, Autriche, Finlande et Suède: pas de salaire minimum national.

(*) 2015 au lieu de 2014 pour le salaire minimum.

(**) Proportion calculée sur la base du salaire minimum horaire et sur le salaire médian horaire.

Source: Eurostat, Enquête sur la structure des salaires 2014 et salaire minimum; calcul spécifique effectué aux fins de la présente publication; données non disponibles dans la base de données en ligne d'Eurostat

eurostat

Graphique 3: Salaires minimums en proportion de la valeur moyenne des salaires bruts médians, 2014(en %)Source: Eurostat (earn_mw_cur) et enquête sur la structure des salaires 2014. Calcul spécifique effectué aux fins de la présente publication; données non disponibles dans la base de données en ligne Eurostat

Proportion de personnes touchant le salaire minimum

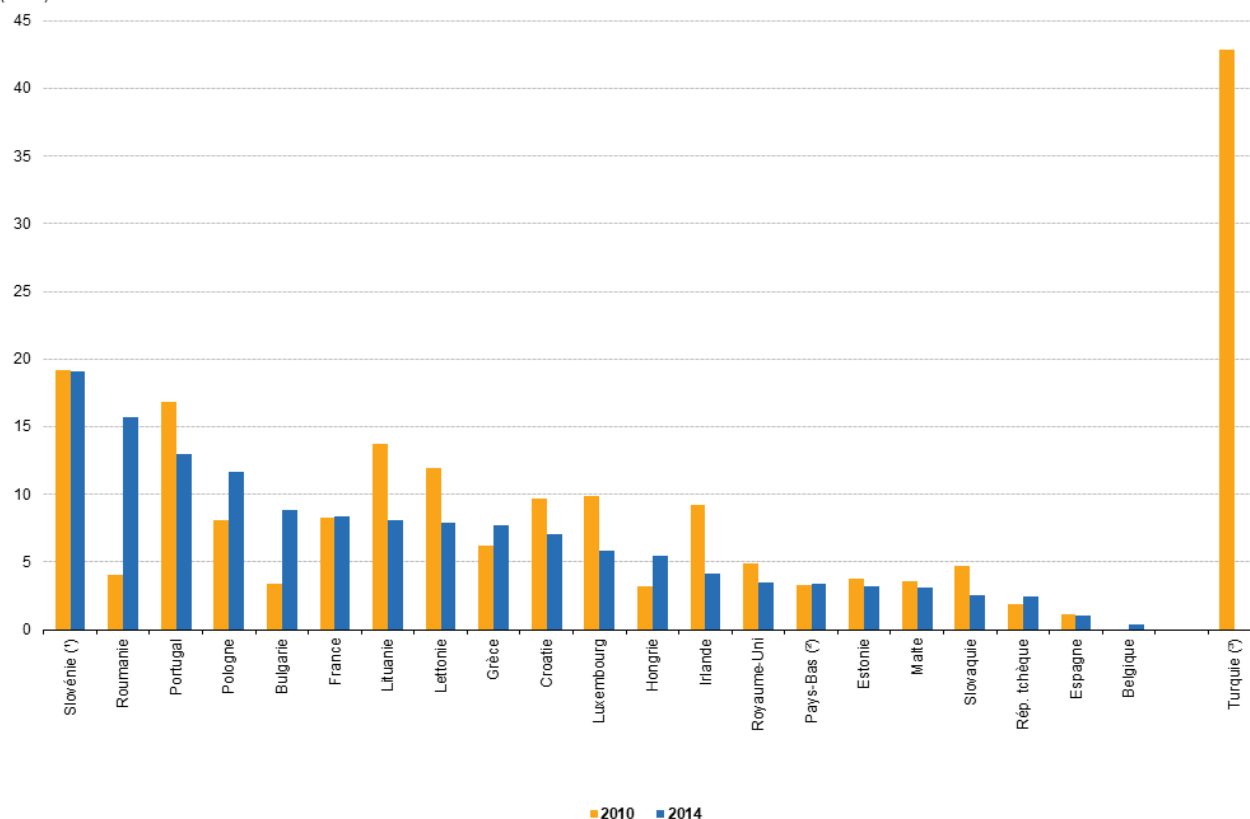
La proportion de salariés touchant le salaire minimum peut varier considérablement d'un pays à l'autre. En reliant les microdonnées des deux dernières enquêtes sur la structure des salaires (ESS), qui ont lieu tous les quatre ans, au niveau de salaire minimum en vigueur à l'époque (octobre 2010 et 2014), il est possible d'obtenir une estimation de cette proportion (présentée sur le graphique 4). Afin de faciliter la comparaison, le champ d'application a été limité aux travailleurs à temps plein âgés de 21 ans et plus, travaillant dans des entreprises

comptant dix salariés ou plus, à l'exclusion de l'administration publique, de la défense et de la sécurité sociale obligatoire (NACE Rév. 2, section O). En outre, les salaires mensuels calculés sur la base de l'ESS excluent toute rémunération liée aux heures supplémentaires et au travail posté.

En octobre 2014, la proportion de salariés payés moins de 105 % du salaire minimum national était supérieure à 7,0 % dans dix États membres de l'Union ayant fixé un salaire minimum, à savoir: la Slovénie (19,1 %), la Roumanie (15,7 %), le Portugal (13,0 %), la Pologne (11,7 %), la Bulgarie (8,8 %); la France (8,4 %), la Lituanie (8,1 %), la Lettonie (7,9 %), la Grèce (7,7 %) et la Croatie (7,1 %). La Belgique (0,4 %) a enregistré la proportion la plus faible de salariés gagnant moins de 105 % du salaire minimum national, tandis que dans les dix États membres restants, la proportion de salariés gagnant moins que ce montant était comprise entre 1,0 % (Espagne) et 5,8 % (Luxembourg).

Proportion des salariés qui gagnent moins de 105 % du salaire minimum mensuel, octobre 2010 et 2014

(en %)



Remarque: salariés à temps plein, âgés de 21 ans et plus; travaillant dans des entreprises comptant 10 salariés ou plus, sections B-S de la NACE Rév. 2 à l'exclusion de Section O. Belgique: données non disponibles. Danemark, Allemagne, Italie, Chypre, Autriche, Finlande et Suède: pas de salaire minimum national.

(*) En octobre 2010, chaque entreprise pouvait payer un montant compris entre 654,69 EUR et 734,15 EUR, donc la proportion n'est qu'une estimation. En octobre 2014, le salaire minimum était de 789,15 euros.

(*) Le salaire minimum national s'applique aux salariés âgés de 23 ans et plus, mais le champ d'application de l'analyse couvre les salariés âgés de 21 ans et plus pour permettre la comparaison avec les autres pays.

(*) 2014: non disponible.

Source: Eurostat, Enquête sur la structure des salaires 2014 et salaire minimum; calcul spécifique effectué aux fins de la présente publication; données non disponibles dans la base de données en ligne d'Eurostat

eurostat

Graphique 4: Proportion des salariés qui gagnent moins de 105 % du salaire minimum, octobre 2010 et 2014(en %)Source: Eurostat (earn_mw_cur) et enquête sur la structure des salaires 2014. Calcul spécifique effectué aux fins de la présente publication; données non disponibles dans la base de données en ligne Eurostat

Évolution de la proportion de personnes touchant le salaire minimum

Entre 2010 et 2014, la proportion de salariés gagnant moins de 105 % du salaire minimum national a augmenté de plus de 2,0 points de pourcentage en Roumanie (11,7 points), en Bulgarie (5,4 points de pourcentage), en Pologne (3,6 points) et en Hongrie (2,3 points), alors qu'elle a diminué de plus de 2,0 points de pourcentage en

Lituanie (- 5,6 points), en Irlande (- 5,1 points), au Luxembourg (- 4,1 points), en Lettonie (- 4,0 points), au Portugal (- 3,8 points), en Croatie (- 2,6 points) et en Slovaquie (- 2,2 points).

Sources et disponibilité des données

Salaire minimum mensuel national

Les statistiques sur le salaire minimum publiées par Eurostat portent sur les salaires minimums mensuels nationaux. Les données publiées concernent les salaires minimums appliqués au 1er janvier et au 1er juillet de chaque année. Le salaire minimum national de base est défini d'après un taux horaire, hebdomadaire ou mensuel et est fixé par la loi (c'est-à-dire l'État), souvent après consultation des partenaires sociaux, ou directement par voie d'accord intersectoriel national. Le salaire minimum national s'applique en général à l'ensemble des salariés du pays ou, du moins, à une grande majorité d'entre eux. Les salaires déclarés sont bruts. Toute une série d'informations par pays sur les salaires minimums nationaux sont disponibles dans une annexe accompagnant les [metadata](#) (en anglais).

Pour les pays dans lesquels le salaire minimum national n'est pas fixé en valeur brute, la valeur nette est convertie en valeur brute pour tenir compte des taxes applicables. C'est le cas au Monténégro et en Serbie.

En ce qui concerne les pays dans lesquels le salaire minimum national n'est pas défini sur une base mensuelle (mais sur une base horaire ou hebdomadaire, par exemple), les taux sont convertis en taux mensuels conformément aux facteurs de conversion fournis par les pays concernés:

Allemagne: (taux horaire x 39,1 heures x 52 semaines) / 12 mois (la valeur de 39,1 heures fait référence à l'horaire hebdomadaire de base des salariés travaillant à temps plein dans les sections B à S de la NACE Rév. 2. Cette valeur a été obtenue dans le cadre de l'enquête sur les salaires réalisée tous les quatre ans.);

Irlande: (taux horaire x 39 heures x 52 semaines) / 12 mois;

France: données de janvier 1999 à juillet 2005: (taux horaire x 39 heures x 52 semaines) / 12 mois; données depuis janvier 2005: (taux horaire x 35 heures x 52 semaines) / 12 mois;

Malte: (taux hebdomadaire x 52 semaines) / 12 mois;

Royaume-Uni: (taux horaire x moyenne de la rémunération hebdomadaire de base pour les salariés travaillant à temps plein, tous secteurs confondus x 52,18 semaines)/12 mois.

États-Unis: (taux horaire x 40 heures x 52 semaines) / 12 mois.

En Serbie, le salaire minimum national est fixé en termes horaires nets La conversion suivante est appliquée: (taux horaire net x 40 heures x 52,2 semaines) / 12 mois. Cette valeur est ensuite convertie en valeur brute pour tenir compte des taxes applicables.

En outre, lorsque le salaire minimum est versé pour plus de 12 mois par an (comme en Grèce, en Espagne et au Portugal, où il est versé pour 14 mois), les données ont été ajustées pour tenir compte de ces versements.

Les données relatives aux salaires minimums nationaux sont transmises à Eurostat en devises nationales. Pour les pays qui n'appartiennent pas à la zone euro, les salaires minimums exprimés en devises nationales sont convertis en euros, en appliquant le [taux de change](#) mensuel de la fin du mois précédent (par exemple, c'est le taux de décembre 2017 qui a été utilisé pour calculer les salaires minimums exprimés en euros au 1er janvier 2018).

Pour lisser l'effet des écarts de prix entre pays, on utilise des taux de conversion particuliers appelés «parités de pouvoir d'achat» (PPA). Des PPA tenant compte des dépenses de consommation finale des ménages dans chaque pays sont utilisées pour convertir les salaires minimums mensuels exprimés en euros ou en devises nationales en une unité artificielle commune appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). Si les PPA de la dernière période de référence ne sont pas encore disponibles, ce sont celles de l'année précédente qui sont utilisées et les séries sont mises à jour une fois que les dernières PPA sont disponibles.

Pays non inclus dans les statistiques sur le salaire minimum

Au 1er janvier 2018, il n'existait pas de salaire minimum national au Danemark, en Italie, à Chypre, en Autriche, en Finlande et en Suède; c'était également le cas dans les pays de l' [AELE](#) que sont l'Islande, la Norvège et la Suisse. À Chypre, un salaire minimum est fixé par le gouvernement pour certains emplois. Au Danemark, en Italie, en Autriche, en Finlande et en Suède, ainsi qu'en Islande, en Norvège et en Suisse, un salaire minimum est fixé par des conventions collectives pour plusieurs secteurs spécifiques.

Salaire mensuel brut médian

Les données sur le salaire mensuel brut médian reposent sur les dernières données collectées dans le cadre de l' [enquête sur la structure des salaires \(ESS\)](#) menée en 2014 (cette enquête est réalisée tous les quatre ans). Les données sur le salaire mensuel brut médian portent sur tous les salariés (**à l'exception des apprentis**) travaillant dans des entreprises comptant au moins dix salariés et dans tous les secteurs de l'économie à l'exclusion de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (section A de la NACE Rév. 2) ainsi que de l'administration publique, de la défense et de la sécurité sociale obligatoire (section O de la NACE Rév. 2). Le **salaire médian** est le niveau de rémunération qui divise l'ensemble des salariés en deux groupes distincts: le groupe qui gagne moins que le salaire médian et celui qui gagne plus. Le **salaire mensuel brut** fait référence au salaire et au traitement gagnés par les salariés à temps plein et à temps partiel lors du mois de référence (en général octobre 2014) avant déduction des impôts et des cotisations sociales. Les salaires et traitements comprennent les heures supplémentaires, les primes de poste, les indemnités, les bonus, les commissions, etc. Le salaire mensuel brut des salariés à temps partiel a été converti en unités temps plein avant d'être inclus dans la moyenne avec la même pondération que les salariés à temps plein. Exclure les salariés à temps partiel du calcul du salaire mensuel brut médian a une incidence sur le rapport entre le salaire minimum et le salaire médian de 7 points de pourcentage aux Pays-Bas (49 % au lieu de 56 %).

Les taux d'échange moyens pour 2014 ont été utilisés pour convertir les données des pays qui n'appartiennent pas à la zone euro en euros. Les activités couvertes dans chaque pays pour les salaires minimums nationaux en tant que proportion du salaire mensuel moyen sont disponibles dans une annexe accompagnant les [metadata](#) .

Contexte

Plusieurs des États membres fondateurs de l'Union européenne possèdent une très longue tradition consistant à garantir un salaire minimum national aux travailleurs les moins bien payés de la population active. En revanche, plusieurs États membres, dont l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume-Uni et de nombreux pays qui ont adhéré à l'Union en 2004 ou plus tard, n'ont introduit une législation relative au salaire minimum que récemment, tandis que six des États membres de l'UE-28 ne disposaient pas de salaire minimum national au 1er janvier 2018.

Ces dernières années, l'augmentation des salaires a été relativement faible (modération salariale) dans la plupart des pays européens, et de nombreux groupes représentant les travailleurs affirment que le pouvoir d'achat et le niveau de vie général ont diminué. Certains décideurs politiques, représentants des travailleurs, groupes de pression et commentateurs promeuvent l'idée d'un «salaire minimum européen» ou d'un salaire minimum national fixé dans l'ensemble des États membres de l'Union.

Les niveaux des salaires minimums nationaux ne sont pas nécessairement modifiés chaque année et l'ajustement n'entraîne pas toujours une augmentation du salaire minimum — par exemple, le niveau du salaire minimum en Grèce a diminué en 2012 dans le cadre des mesures d'austérité prises par le gouvernement. La convention collective nationale a été suspendue en Grèce cette année-là et le salaire minimum national est maintenant fixé par décision gouvernementale.

Voir aussi

- [Earnings statistics](#) (en anglais)

- [Gender pay gap statistics](#) (en anglais)
- [Labour market and labour force survey \(LFS\) statistics](#) (en anglais)
- [Salaires et coût de la main-d'œuvre](#)
- [Statistiques sur les marchés du travail au niveau régional](#)

Informations supplémentaires Eurostat

Publications

- [European social statistics](#) — European social statistics, édition 2013 (en anglais)
- [Labour market statistics](#) — Pocketbook, édition 2011 (en anglais)

Principaux tableaux

- [Salaires](#) , voir:

Salaires minimums (tps00155)

Base de données

- [Salaires](#) , voir:

Salaires minimums (earn_minw)

Salaires minimums mensuels – données semestrielles (earn_mw_cur)

Salaires minimum mensuel en proportion du salaire moyen mensuel (%) – NACE Rév. 2 (à partir de 2008) (earn_mw_avgr2)

Salaires minimum mensuel en proportion du salaire moyen mensuel (%) – NACE Rév. 1.1 (1999-2009) (earn_mw_avgr1)

Section dédiée

- [Salaires](#)

Méthodologie / Métadonnées

- [Minimum wages](#) (ESMS metadata file — earn_minw_esms) (en anglais)

Source des données pour les graphiques (MS Excel)

- [Statistiques sur le salaire minimum: tableaux et graphiques](#)

Liens externes

- [Eurofound](#) — Observatoire européen des relations industrielles (EURI)
- [Organisation internationale du travail \(OIT\)](#)

’Consulter cet article en ligne à l’adresse suivante http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Minimum_wage_statistics/fr